Le gouvernement peut-il contraindre Ford à maintenir l'usine de Blanquefort (33) ?

A LA UNE / SUD OUEST ÉCO / Publié le 22/02/2017 à 13h33. Mis à jour à 16h18 par **Nicolas César**.

▲ Le meilleur atout de Ford Aquitaine Industries est d'être aujourd'hui l'une des entreprises les plus compétitives du groupe, au regard de son niveau de productivité *©SALINIER QUENTIN ©*

La direction de Ford Europe est reçue ce mercredi 22 février à Bercy. Mais, l'Etat a-t-il vraiment les moyens de faire "plier" le géant américain, qui investit de plus en plus en Europe de l'Est... ?

Symboliquement, la CGT a appelé à la grève les 930 salariés de Ford Aquitaine Industries à Blanquefort jusqu'à jeudi 23 février à 6 heures. Près d'une quarantaine d'entre eux sont actuellement à Paris, pour manifester ce mercredi devant le ministère des finances.

Car, de 12h30 à 14 h30, **la direction de Ford Europe est reçue par le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christophe Sirugue. À sa demande** et celle des syndicats, qui l'ont interpellé sur le risque de fermeture de l'usine girondine en 2018. La question de son maintien sera clairement posée par Christophe Sirugue. Sans surprise, Ford Europe devrait à nouveau répéter sa volonté de préserver le site. Mais, reste à savoir quelles garanties ses dirigeants pourront-ils apporter à Bercy pour préserver la totalité des 930 emplois.

"Il y a urgence"

Pour l'heure, les perspectives semblent plutôt sombres. "Il y a urgence", insiste Gilles Lambersend, le secrétaire (CGT) du CE de Ford Blanquefort. Car, les effectifs de l'usine continuent de "fondre". En 2009, Ford Blanquefort employait encore 1 600 personnes. "Cette année, 48 personnes vont partir à la retraite sans être remplacées", alerte-t-il.

L'objectif de maintenir 1 000 emplois sur le site, acté dans un accord-cadre avec les pouvoirs publics en 2013, est loin d'être tenu. "C'était un objectif, non un engagement. Et, les aides publiques pour maintenir l'activité du site sont proratisées en fonction de cet objectif", se défend Fabrice Devanlay, le directeur de la communication de Ford France.

Surtout, les perspectives d'avenir ne sont guère rassurantes pour les salariés de l'usine, qui affichent une moyenne d'âge de 50 ans. La transmission 6F15, la nouvelle boite à vitesse, qui doit remplacer à l'horizon 2019 l'actuelle 6F35, ne serait produite qu'à 50 000 exemplaires par an à Blanquefort. Contre 120 000, selon les prévisions initiales. "Nous n'aurions que 12 % de la production européenne, d'après des documents internes de Ford Europe, auxquels nous avons eu accès. Le reste sera assuré par les États-Unis et le Mexique", explique Gilles Lambersend. Insuffisant pour maintenir 1 000 emplois, sans d'autres projets et investissements.

Autre signe négatif, "notre usine sœur, Getrag, a entrepris de louer des lieux de stockage pour ses productions alors que d'immenses espaces vides sont disponibles dans notre usine. Elle a aussi investi pour être autonome sur le plan du traitement thermique. Ce qui laisse à penser que la séparation est entamée", observe Jean-Luc Gassies, le délégué CFTC.

Quel sera l'impact de la mobilisation des élus ?

Le 14 février, des représentants de l'intersyndicale CFE-CGC, CFTC, CGT, FO de Ford Aquitaine Industries ont été reçus au secrétariat d'Etat à l'Industrie. Mais, les syndicats n'ont pas obtenu de nouvelles informations, en tout cas pas de nature à les rassurer.

Aujourd'hui, ils ne se font guère d'illusions sur l'issue de la réunion. Il s'agit avant tout de mettre la pression, symboliquement, sur la direction de Ford. En 2013, l'Etat n'avait obtenu du constructeur américain que l'objectif de maintenir 1 000 emplois sur le site et non un engagement ferme.

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump à la tête des Etats-Unis, qui veut impérativement que les grandes entreprises américaines investissent en priorité sur le territoire national, **ne plaide pas non plus en faveur du site de Blanquefort.** Quoi qu'il en soit, toute décision de Ford de confier un nouveau grand projet à une usine s'inscrit dans une stratégie globale et à l'échelle mondiale. Et, l'Etat français n'a bien évidemment que peu de moyens pour influencer ce type de décisions.

> *Nous avons le sentiment d'être écoutés par un cabinet qui a dit vouloir, en nous recevant, une version différente de celle de la direction concernant la situation de Ford Aquitaine Industries*
>
> Philippe Poutou

Le meilleur atout de Ford Aquitaine Industries est d'être aujourd'hui l'une des entreprises les plus compétitives du groupe, au regard de son niveau de productivité. Le prochain comité de suivi, organisé le 9 mars à la préfecture de la Gironde, permettra sûrement d'en savoir davantage sur les réelles intentions de Ford en Gironde.

Trois salariés reçus par le cabinet

"On le voit, le temps presse, il nous reste un an et demi pour rappeler que le site est compétitif et qu'il peut accompagner les projets innovants de Ford" explique Philippe Poutou, ouvrier Ford et candidat NPA à la présidentielle, qui était du déplacement à Paris.

" **Aujourd'hui nous voulions montrer au gouvernement et à Ford que nous restions mobilisés**. Certes, et c'est une déception, nous étions moins nombreux que prévu à Paris où nous espérions emmener une centaine de salariés, mais la grande satisfaction qui a remonté le moral des troupes c'est que trois d'entre nous ont été reçus, à la surprise générale, par le cabinet de Christophe Sirugue. Nous avons le sentiment d'être écoutés par un cabinet qui a dit vouloir, en nous recevant, une version différente de celle de la direction concernant la situation de Ford Aquitaine Industries"

De bon augure avant le comité de suivi du 9 mars à Bordeaux ? " Difficile à dire, mais ce qui est certain c'est que nous serons en grève ce jour là, et présents à la Préfecture où il sera question, en présence des dirigeants de Ford Europe, du Préfet, d'Alain Rousset et Alain Juppé, des résultats de la convocation de ce jour, organisé par le secrétaire d'État à l'Industrie ", conclut Philippe Poutou.